

COMMUNIQUE DE PRESSE



Paris, le 16 janvier 2019

**Encore un plan social chez Nokia :
pour la CFE-CGC cette annonce interroge sur la réelle volonté du groupe
Nokia de respecter ses engagements**

La Direction de Nokia France a annoncé ce 15 janvier la suppression de 460 postes sur deux ans en France.

Lors de la réunion de suivi des engagements du groupe finlandais, présidée par Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, du 21 décembre 2018, il avait été mis en évidence que l'emploi chez Nokia France n'était toujours pas à la hauteur de ce qui était attendu.

Pour la CFE-CGC, l'annonce d'un nouveau PSE, alors qu'un grand nombre de postes ne sont toujours pas pourvus et que les dirigeants en France disparaissent un à un, interroge sur la réelle volonté du groupe Nokia de respecter ses engagements. Pourtant, tant le premier ministre que le ministre de l'économie avait rappelé qu'il n'était pas question que les dirigeants reviennent sur leur parole.

Si elle était menée à bien, une suppression d'emploi d'une telle ampleur mettrait en péril l'avenir de l'industrie des télécoms en France ainsi que la souveraineté du pays. Ce serait également de la part de Nokia un camouflet public envers M. Macron, ministre de l'économie lors de la signature des engagements.

La CFE-CGC agira en Intersyndicale contre ce plan annoncé.

Contact presse

Olivier Marcé
CFE-CGC NOKIA
Tél : 06 71 48 58 36